



Bureau du Secrétaire général du
Conseil supérieur des Ecoles
européennes
Rue de la Science, 23
1040 Bruxelles

CONTRAT-CADRE DE SERVICES

Référence : **BSGEE-2024-001-Gardiennage**

1. **Le Bureau du Secrétaire général du Conseil supérieur des Ecoles européennes (le « BSGEE »)**

ayant son adresse principale à Rue de la Science, 23 à 1040 Bruxelles, représenté(e)(s) en vue de la signature du présent contrat-cadre par son ordonnateur Manuel Bordoy, Secrétaire général adjoint,

et les pouvoirs adjudicateurs suivants : Les Ecoles européennes de Bruxelles I, Bruxelles II, Bruxelles III, Bruxelles IV et de Mol

(ci-après collectivement «le pouvoir adjudicateur»),

d'une part, et

2. **[Dénomination officielle complète]**

[Forme juridique officielle]

[Numéro d'enregistrement légal ou numéro de carte d'identité ou de passeport]

[Adresse officielle complète]

[N° du registre de la TVA]

[désigné(e) comme chef de file du groupement par les membres du groupement qui a présenté l'offre conjointe]

[En cas d'offre conjointe, reproduire ces données pour chaque contractant et poursuivre la numérotation]

([ci-après collectivement] «le contractant»), représenté(e)(s) en vue de la signature du présent contrat-cadre par [prénom, nom et fonction du représentant légal et nom de l'entreprise en cas d'offre conjointe],

d'autre part,

SONT CONVENU(E)S

des **conditions particulières**, des **conditions générales des contrats-cadres** de services et des annexes suivantes:

Annexe I – Convention de traitement des données personnelles

Annexe II – Cahier des charges – *Partie 1 : Spécifications administratives* et *Partie 2 : Spécifications techniques*

Annexe III – Offre du contractant (référence n° [compléter] du [date])

Annexe IV – Modèle de contrat spécifique et modèle de bon de commande

qui font partie intégrante du présent contrat-cadre (ci-après «le CC»).

Le présent CC prévoit:

1. la procédure par laquelle le pouvoir adjudicateur peut commander des fournitures au contractant,
2. les dispositions applicables à tout contrat spécifique que le pouvoir adjudicateur et le contractant peuvent conclure dans le cadre du présent CC,
3. les obligations des parties pendant et après la durée du présent CC, et
4. le traitement des données personnelles dans le cadre de la mise en œuvre du présent CC (annexe I).

Aucun document produit par le contractant (accords d'utilisation finale, conditions générales, etc.), à l'exception de son offre, n'est applicable, sauf mention contraire explicite dans les conditions particulières du présent CC. En toutes circonstances, en cas de contradiction entre le présent CC et les documents produits par le contractant, le présent CC fait foi, indépendamment des dispositions contraires figurant dans les documents du contractant.

TABLE DES MATIERES

CONTRAT-CADRE DE SERVICES	1
TABLE DES MATIERES	3
I. CONDITIONS PARTICULIERES.....	5
I.1. Ordre de priorité des dispositions	5
I.2. Objet.....	5
I.3. Entrée en vigueur et durée du CC	5
I.4. Désignation du contractant et mise en œuvre du CC	6
I.5. Prix	6
I.6. Modalités de paiement	7
I.7. Compte bancaire	9
I.8. Modalités de communication.....	9
I.9. Traitement des données à caractère personnel.....	10
I.10. Exploitation des résultats du CC.....	10
I.11. Résiliation par les parties	12
I.12. Loi applicable et règlement des litiges.....	12
I.13. CC interécoles	13
I.14. Confidentialité.....	13
I.15. Autres obligations du contractant	14
I.16. Autres conditions particulières	14
II. CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE SERVICES	17
II.1. Définitions	17
II.2. Rôles et responsabilités dans le cas d'une offre conjointe	18
II.3. Divisibilité	18
II.4. Exécution du contrat.....	19
II.5. Communication entre les parties	20
II.6. Responsabilité.....	20
II.7. Conflit d'intérêts et intérêts à caractère professionnel contradictoires.....	21
II.8. Confidentialité	22
II.9. Traitement des données à caractère personnel	22
II.10. Sous-traitance	22
II.11. Avenants	22
II.12. Cession.....	23
II.13. Droits de propriété intellectuelle	23
II.14. Force majeure	27
II.15. Dommages-intérêts.....	28
II.16. Réduction des prix	28
II.17. Suspension de l'exécution du contrat.....	29
II.18. Résiliation du contrat.....	30
II.19. Factures, taxe sur la valeur ajoutée.....	32

II.20. Révision des prix	32
II.21. Paiements et garanties	33
II.22. Remboursements	35
II.23. Recouvrement.....	36
II.24. Contrôles et audits	37
III ANNEXES.....	39
ANNEXE I – CONVENTION DE TRAITEMENT DES DONNEES PERSONNELLES.....	40
ANNEXE II - CAHIER DES CHARGES.....	45
ANNEXE III - OFFRE DU CONTRACTANT	46
ANNEXE IV CONTRAT SPÉCIFIQUE	47
BON DE COMMANDE.....	50

DRAFT

I. CONDITIONS PARTICULIERES

I.1. ORDRE DE PRIORITE DES DISPOSITIONS

En cas de conflit entre les différentes dispositions du présent CC, il convient d'appliquer les règles énoncées ci-après.

- (a) Les dispositions des conditions particulières prévalent sur celles des autres parties du CC.
- (b) Les dispositions des conditions générales prévalent sur celles du *bon de commande* et du contrat spécifique (annexe VI).
- (c) Les dispositions du *bon de commande* et du contrat spécifique (annexe VI) prévalent sur celles des autres annexes.
- (d) Les dispositions du cahier des charges (annexe II) prévalent sur celles de l'offre (annexe III).
- (e) Les dispositions du CC prévalent sur celles des contrats spécifiques.

Toute référence aux contrats spécifiques s'applique également aux bons de commande.

I.2. OBJET

Le CC a pour objet des prestations de gardiennage, de surveillance, de contrôles d'accès et d'autres services y afférents sur les sites des Ecoles européennes de Belgique. Plus de détail sont donnés à l'annexe II Cahier des charges.

I.3. ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DU CC

- I.3.1 Le CC entre en vigueur le 1^{er} novembre 2024 si les deux parties l'ont déjà signé.
- I.3.2 La *mise en œuvre du CC* ne peut commencer avant son entrée en vigueur.
- I.3.3 Le CC est conclu pour une durée de douze (12) mois à compter de la date de son entrée en vigueur.
- I.3.4 Tout contrat spécifique doit être signé par les parties avant l'expiration du CC.

Après son expiration, le CC demeure en vigueur à l'égard de ses contrats spécifiques. Les services sur lesquels portent ces contrats spécifiques doivent être exécutés au plus tard six (6) mois après l'expiration du CC.

I.3.5 Reconduction du CC

Le CC est reconduit tacitement 5 fois pour une période respective de douze (12) mois, sauf si l'une des parties reçoit une *notification formelle* contraire au moins six (6) mois avant la fin de la période en cours. La reconduction ne modifie ni n'ajourne les obligations existantes.

I.4. DESIGNATION DU CONTRACTANT ET MISE EN ŒUVRE DU CC

I.4.1. Désignation du contractant

Le pouvoir adjudicateur désigne un contractant pour un CC unique.

I.4.2. Période de prestation des services

La période de prestation des services commence à courir à la date indiquée dans le contrat spécifique ou à défaut à la date de signature du contrat spécifique par la dernière partie.

I.4.3. Mise en œuvre du CC

Le pouvoir adjudicateur commande des services en envoyant au contractant un contrat spécifique par courrier électronique.

Dans un délai de 5 jours ouvrables, le contractant doit:

- renvoyer au pouvoir adjudicateur le contrat spécifique dûment signé et daté par courrier électronique; ou
- communiquer les raisons pour lesquelles il ne peut accepter la commande.

Si le contractant refuse à plusieurs reprises de signer les contrats spécifiques ou s'il omet à plusieurs reprises de les renvoyer dans le délai imparti, il peut être considéré comme violant ses obligations en vertu du CC au sens de l'article II.18 des conditions générales.

I.5. PRIX

I.5.1. Montant maximal du CC et prix maximaux

Le montant maximal couvrant toutes les prestations effectuées dans le cadre du présent CC, y compris toutes les reconductions, est de [montant en chiffres et en lettres] EUR. Cependant, la fixation de ce montant ne représente pas un engagement de la part du pouvoir adjudicateur à payer le montant maximal pour l'exécution des prestations.

Si le montant total est atteint, plus aucune commande ne pourra être passée, sans préavis ni indemnité, sauf si un avenant est signé par les deux parties. Les prix maximaux des services sont ceux repris à l'annexe III.

I.5.2. Indice de révision des prix

Une révision de prix peut seulement être demandée pour les fluctuations des salaires et des charges sociales des travailleurs du prestataire et pour les augmentations de prix exceptionnelles dues à l'inflation, qui ne sont pas répercutables sur les salaires et charges sociales.

Cette révision de prix est applicable tant en moins qu'en plus et peut être appliquée à l'initiative du pouvoir adjudicateur et du prestataire. Il pourra être répercuté 100% du pourcentage de l'augmentation/diminution de la masse salariale augmentée des charges sociales pour la période concernée.

Les prix sont fermes et non révisibles jusqu'au 30 mai 2025.

En outre, il ne peut être appliqué que **deux** révisions de prix par an. La demande de révision de prix ne pourra être déclarée recevable que si les justificatifs de la commission paritaire compétente n° 317 ont été joints à la demande de révision de prix, et ce pour quelque demande de révision que ce soit (salaires ou autres).

La demande de révision de prix doit obligatoirement être demandée auprès du pouvoir adjudicateur principal (BSGEE). Toute demande adressée directement à une Ecole ne sera pas valablement introduite.

La demande de révision des prix doit être demandée par écrit au plus tard un mois avant la date d'entrée en vigueur des prix révisés. L'autre partie doit accuser réception de la demande dans un délai de 8 jours ouvrables à compter de la réception de celle-ci.

L'article II.20 des conditions générales n'est pas applicable au présent contrat-cadre.

I.5.3. Remboursement de frais

Le remboursement de frais ne s'applique pas au présent CC.

I.6. MODALITES DE PAIEMENT

I.6.1. Préfinancement

Le préfinancement n'est pas applicable au présent CC.

I.6.2. Paiements intermédiaires

Les paiements intermédiaires ne sont pas applicables au présent CC.

I.6.3. Paiement du solde

1. Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) peut demander le paiement du solde.

Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit envoyer une facture par courrier électronique pour demander le paiement du solde dû au titre d'un contrat spécifique, conformément aux dispositions du cahier des charges et en particulier à la section 2.6 – *facturation* du cahier des charge – Partie 2 Spécifications techniques.

2. Le pouvoir adjudicateur doit approuver les prestations réalisées et effectuer le paiement dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

3. Le pouvoir adjudicateur peut suspendre le délai de paiement visé au point 2., conformément à l'article II.21.7 des conditions générales. Une fois la suspension levée, le pouvoir adjudicateur donne son approbation et effectue le paiement dans le délai restant indiqué au point 2., à moins qu'il ne rejette partiellement ou entièrement les documents ou fournitures présentés.

I.6.4. Facturation :

Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) présente les factures par courrier électronique aux adresses suivantes, de préférence au format PDF :

Ecole européenne de Bruxelles I

Deputy Director for finance and administration

Avenue du Vert Chasseur 46

1180 Bruxelles

E-mail : UCC-DEPUTY-DIRECTOR-FINANCE-AND-ADMINISTRATION@eursc.eu

Attention : l'Ecole de Bruxelles I étant composée de 2 sites, une facture devra être établie séparément pour chaque site (Uccle et Berkendael).

Ecole européenne de Bruxelles II

Deputy Director for finance and administration

Avenue Oscar Jespers 75

1200 - Bruxelles

E-mail : WOL-DEPUTY-DIRECTOR-FINANCE-AND-ADMINISTRATION@eursc.eu

Attention : l'Ecole de Bruxelles II étant composée de 2 sites, une facture devra être établie séparément pour chaque site (Woluwé et Evere).

Ecole européenne de Bruxelles III

Deputy Director for finance and administration

Boulevard du Triomphe, 135

1050 - Bruxelles

E-mail : IXL-DEPUTY-DIRECTOR-FINANCE-AND-ADMINISTRATION@eursc.eu

Ecole européenne de Bruxelles IV

Deputy Director for finance and administration

Drève Sainte-Anne 86

1020 - Bruxelles

E-mail : LAE-DEPUTY-DIRECTOR-FINANCE-AND-ADMINISTRATION@eursc.eu

Ecole européenne de Mol

Deputy Director for finance and administration

Europawijk 100 B

2400 Mol

E-mail : MOL-DEPUTY-DIRECTOR-FINANCE-AND-ADMINISTRATION@eursc.eu

§ Précisions pour la TVA

Les Ecoles européennes de Belgique sont exemptées de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) pour les prestations de services en Belgique **supérieures à 123,95 €**, en application de l'article 42 §3, alinéa 1^{er}, 4^o du Code de la TVA.

Les factures doivent comporter les indications suivantes : n° du bon d'achat/du contrat, description des articles/services, dimensions, quantités, prix et le n° d'identification à la T.V.A.

Si le montant de la facture est supérieur à 123,95 €, la facture comportera également la déclaration de T.V.A appropriée pour la Belgique : « Exonération de la TVA, Article 42, paragraphe 3 alinéa

1er, 4° du code de la TVA. Décision ministérielle ET 121.600/A29/L92 du 19 décembre 2017 ». Le montant à facturer sera donc HTVA.

Si le montant de la facture est inférieur à 123,95 €, la facture mentionnera également le taux de TVA applicable ainsi que le montant de la TVA. Le montant à facturer sera donc TVAC.

I.7. COMPTE BANCAIRE

Les paiements doivent être effectués sur le compte bancaire du contractant (ou du chef de file en cas d'offre conjointe), libellé en euros, identifié comme suit:

Nom de la banque: [Nom complet]

Adresse complète de l'agence bancaire: [Adresse]

Identification précise du titulaire du compte: [Nom du titulaire du compte]

Numéro de compte complet, y compris les codes bancaires: [N° de compte bancaire]

Code IBAN: [N° IBAN]

I.8. MODALITES DE COMMUNICATION

Pouvoir adjudicateur principal :

**Bureau du Secrétaire général des écoles européennes
Cellule Marchés publics**

Rue de la Science - 23

1040 Bruxelles

E-mail : OSG-PROCUREMENT@eursc.eu

Pour rappel : les demandes de révision de prix ne pourront être envoyées qu'à cette adresse mail. Si elle est envoyée directement à une Ecole, celle-ci ne sera pas prise en compte.

Autres pouvoirs adjudicateurs :

Ecole européenne de Bruxelles I

Deputy Director for finance and administration

Avenue du Vert Chasseur 46

1180 - Bruxelles

E-mail : UCC-DEPUTY-DIRECTOR-FINANCE-AND-ADMINISTRATION@eursc.eu

Ecole européenne de Bruxelles II

Deputy Director for finance and administration

Avenue Oscar Jespers 75

1200 - Bruxelles

E-mail : WOL-DEPUTY-DIRECTOR-FINANCE-AND-ADMINISTRATION@eursc.eu

Ecole européenne de Bruxelles III

Deputy Director for finance and administration

Boulevard du Triomphe, 135

1050 - Bruxelles

E-mail : IXL-DEPUTY-DIRECTOR-FINANCE-AND-ADMINISTRATION@eursc.eu

Ecole européenne de Bruxelles IV
Deputy Director for finance and administration

Drève Sainte-Anne 86

1020 - Bruxelles

E-mail : LAE-DEPUTY-DIRECTOR-FINANCE-AND-ADMINISTRATION@eursc.eu

Ecole européenne de Mol
Deputy Director for finance and administration

Europawijk 100 B

2400 Mol

E-mail : MOL-DEPUTY-DIRECTOR-FINANCE-AND-ADMINISTRATION@eursc.eu

Contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe):

[Nom complet]

[Fonction]

[Dénomination sociale]

[Adresse officielle complète]

Adresse électronique: [compléter]

Par dérogation aux dispositions du présent article, des coordonnées différentes peuvent être fournies pour le pouvoir adjudicateur ou le contractant dans des contrats spécifiques.

I.9. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Aux fins de l'application de l'article II.9 des conditions générales, les responsables du traitement des données sont le Secrétaire général pour le BSGEE et les Directeurs/Directrices des Ecoles européennes, chacun(e) pour son établissement scolaire.

I.10. EXPLOITATION DES RESULTATS DU CC

I.10.1. Liste détaillée des modes d'exploitation des résultats

Conformément à l'article II.13 des conditions générales par laquelle les écoles européennes acquiert la propriété des *résultats* définis dans le présent CC, y compris le cahier des charges, ceux-ci peuvent être utilisés pour l'un des modes d'exploitation suivants:

- a) exploitation à des fins internes:
 - divulgation auprès du personnel du pouvoir adjudicateur;
 - divulgation auprès des élèves, des parents d'élèves de [Nom de l'école] [des écoles européennes].

- divulgation auprès des personnes et des organismes qui travaillent pour le pouvoir adjudicateur ou collaborent avec lui, dont les inspecteurs, les contractants et sous-traitants (personnes morales ou physiques);
 - divulgation auprès des autres institutions, des agences et des organismes des écoles européennes ainsi que des institutions des États membres;
 - installation, chargement, traitement;
 - arrangement, compilation, assemblage, extraction;
 - copie, reproduction en tout ou en partie et en un nombre illimité d'exemplaires;
- b) modifications apportées par les écoles européennes ou par un tiers au nom des écoles européennes, notamment:
- réalisation d'une version raccourcie ou abrégée;
 - résumé;
 - modification du contenu, des dimensions;
 - modification technique du contenu (correction nécessaire d'erreurs techniques), ajout de nouvelles parties ou fonctionnalités, modification des fonctionnalités, fourniture aux tiers d'informations supplémentaires sur le *résultat* (par exemple, code source) en vue de modifications;
 - ajout de nouveaux éléments, paragraphes, titres, chapeaux, caractères gras, légende, table des matières, sommaire, graphiques, sous-titres, éléments sonores;
 - ajout de métadonnées, aux fins de l'exploration de textes et de données; ajout d'informations sur le régime des droits; ajout de mesures technologiques de protection;
 - adaptation sous forme sonore, adaptation sous forme de présentation, d'animation, de série de pictogrammes, de diaporama, de présentation publique;
 - sélection d'extraits ou division en parties;
 - intégration, y compris en les rognant et en les coupant, des *résultats* ou parties de résultats dans d'autres œuvres, par exemple sur des sites ou des pages internet;
 - traduction, insertion de sous-titres, doublage dans différentes versions linguistiques:
 - toutes les langues officielles de l'Union européenne;
- c) autres adaptations dont les parties pourraient convenir ultérieurement. Dans ce cas, les règles suivantes sont applicables: le pouvoir adjudicateur doit consulter le contractant. Si nécessaire, ce dernier doit demander à son tour l'accord de tout autre *auteur* ou autre détenteur de droit et doit répondre au pouvoir adjudicateur dans un délai d'un mois en communiquant son accord, ainsi que toute suggestion de modifications, à titre gratuit. Le contractant ne peut refuser les modifications envisagées que si un *auteur* peut démontrer que celles-ci portent atteinte à son honneur ou à sa réputation, violant ainsi ses droits moraux.

Les modes d'exploitation peuvent être définis de manière plus détaillée dans le contrat spécifique.

La liste ci-dessus s'ajoute à tous droits appartenant déjà aux Ecoles européennes sur la base des exceptions figurant dans la législation applicable, comme l'exception au droit d'auteur pour assurer le bon déroulement et le compte rendu approprié des procédures administratives, dans les cas où ces exceptions s'appliquent.

I.10.2. Licence ou transfert des droits préexistants

Tous les *droits préexistants* inclus dans les *résultats* font, le cas échéant, l'objet d'une licence octroyée aux écoles européennes, comme indiqué à l'article II.13 des conditions générales.

Par dérogation à l'article II.13 des conditions générales, les écoles européennes acquiert(-ièrent) intégralement et irrévocablement tous les *droits préexistants* inclus dans les *résultats*, le cas échéant [à l'exception des droits suivants sauf disposition contraire prévue dans un contrat spécifique.

I.10.3. Fourniture d'une liste des droits préexistants et des preuves documentaires

Le contractant doit communiquer au pouvoir adjudicateur une liste des *droits préexistants* comme indiqué à l'article II.13 des conditions générales, au plus tard avec la facture présentée pour le paiement du solde, si les Ecoles européennes lui demandent.

I.11. RESILIATION PAR LES PARTIES

Chaque partie peut résilier le CC et/ou le CC et les contrats spécifiques en envoyant une *notification formelle* à l'autre partie avec préavis écrit de six (6) mois.

En cas de résiliation du CC ou d'un contrat spécifique:

- (a) aucune partie n'a droit à une quelconque indemnisation;
- (b) le contractant n'a droit qu'au paiement des services fournis avant la prise d'effet de la résiliation.

Les deuxième, troisième et quatrième alinéas de l'article II.18.4 sont applicables.

I.12. LOI APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

I.12.1 Le CC est régi par:

- a. la convention luxembourgeoise portant statut des Écoles européennes du 21 juin 1994;
- b. le droit international des traités découlant de la convention luxembourgeoise portant statut des Écoles européennes du 21 juin 1994 et, en particulier, le règlement financier relatif aux Écoles européennes;
- c. le règlement financier (UE) n°2018/1046 applicable au budget général de l'Union;

Le CC est régi, à titre subsidiaire, par le droit de l'Union européenne et, à titre plus subsidiaire encore, par le droit de l'État membre dans lequel est établi le pouvoir adjudicateur.

I.12.2 Tout litige concernant l'interprétation, l'application ou la validité du CC relève de la compétence exclusive des tribunaux de Bruxelles.

I.13. CC INTERECOLES

I.13.1 Le présent CC est interécoles. Le pouvoir adjudicateur principal agit en son propre nom et au nom des entités énumérées dans l'intitulé du CC en tant que pouvoirs adjudicateurs qui ont donné procuration au pouvoir adjudicateur principal avant la signature du CC. Le pouvoir adjudicateur principal signe le CC et les éventuels avenants en son nom et au nom de tous les autres pouvoirs adjudicateurs.

I.13.2 Chaque pouvoir adjudicateur est responsable des contrats spécifiques qu'il passe.

I.13.3 Si le contractant a une réclamation concernant la conclusion, l'exécution ou la résiliation d'un contrat spécifique, il demeure néanmoins lié par ses obligations stipulées dans le CC et les autres contrats spécifiques.

I.14. CONFIDENTIALITE

Le Contractant s'engage à respecter la confidentialité des informations auxquelles il pourra avoir accès dans le cadre des prestations couvertes par le présent contrat. Cet engagement persistera au-delà dudit contrat.

Il reconnaît avoir été informé et avoir informé les membres de son personnel et, le cas échéant, du personnel de ses sous-traitants, en charge de l'exécution dudit contrat que ne peuvent pas être divulguées auprès d'un tiers, ni utilisées à leur profit ou à celui d'un tiers, ni rendre publics, oralement ou par écrit, sur support papier ou électronique, les documents ou informations qui ne sont pas du domaine public et auxquels ils pourraient avoir accès dans le cadre des prestations.

Il s'engage à demander aux membres de son personnel et, le cas échéant, du personnel de ses sous-traitants, en charge de l'exécution dudit contrat à s'abstenir de toute déclaration susceptible de porter atteinte à la réputation des Ecoles européennes et à leur image ou de nuire à la sécurité de leurs bâtiments.

Il s'engage à informer les membres de son personnel de l'obligation de respecter la confidentialité de toutes les données à caractère personnel auxquelles ils seraient amené à accéder et à devoir traiter, et ce en conformité avec le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, en n'agissant dans ce contexte que sur instruction des Responsables du traitement des données de chaque Ecole concernée ou de leur représentant.

Le Contractant s'engage, dès la fin du contrat mentionné ci-dessus auprès des Ecoles européennes, à leur restituer tous les documents relatifs aux Ecoles européennes qui seraient encore en leur possession, quelle qu'en soit la forme (papier ou électronique).

Le Contractant informe son personnel et toutes personnes qu'il a chargés de l'exécution du contrat que la divulgation de procédures, de noms ou de quelques autres informations sensibles que ce soient relatifs aux Ecoles européennes, peut donner lieu à un écartement du contrat mentionné ci-dessus.

En matière de vidéosurveillance, le contractant s'engage à ne pas transférer, montrer ou révéler de tout autre manière le contenu d'une séquence de vidéosurveillance quelle qu'elle soit à quiconque autre que les destinataires agréés désignés par les Ecoles européennes en matière de vidéosurveillance.

I.15. AUTRES OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

1. Le contractant doit exécuter le contrat en travaillant de façon indépendante, de façon équitable, dans le respect strict des standards éthiques et moraux et de la confidentialité, conforme à sa profession.
2. Le contractant doit respecter les obligations applicables en vertu de la législation établie par le droit de l'Union, le droit international et le droit national. Il doit s'assurer en particulier du respect des dispositions applicables en matières environnementales, sociales et fiscales.
3. Le contractant ne doit pas se présenter comme un représentant du pouvoir adjudicateur et doit informer les tiers qu'il ne fait pas partie du personnel des Ecoles européennes.
4. Le contractant doit signaler sans délai au pouvoir adjudicateur tout problème altérant sa capacité à fournir les services.

I.16. AUTRES CONDITIONS PARTICULIERES

I.16.1. Obligations relatives à la déclaration du personnel du contractant auprès de l'organisme concerné dans le Pays d'exécution des prestations

Le contractant s'engage à fournir sur demande des pouvoirs adjudicateurs, la liste comprenant les noms, prénoms et statut social des membres de son personnel et, le cas échéant, du personnel de ses sous-traitants, appelés à travailler dans les locaux des dits pouvoirs adjudicateurs dans le cadre de ce contrat.

Le contractant s'engage à fournir pour chaque personne figurant dans cette liste, et ensuite à chaque nouvelle demande d'établissement de titre d'accès, les documents sociaux appropriés suivant ce qui est applicable aux membres du personnel concerné, à première demande des Ecoles.

Pour toute demande d'accès pour un travailleur indépendant dépassant 6 mois ou en cas de demande répétée pour le même travailleur indépendant de la part du même contractant ou sous-traitant, ce dernier devra fournir des explications détaillant le statut d'indépendant de la personne.

Les pouvoirs adjudicateurs se réservent en toute hypothèse le droit de refuser la délivrance d'un titre d'accès au membre non salarié du personnel du contractant et, le cas échéant, du personnel de ses sous-traitants.

Toutes les communications effectuées à ce titre seront soumises aux clauses relatives à la protection des données à caractère personnel prévues dans le présent contrat à l'Article II.9.

Le contractant déclare avoir informé les membres de son personnel et, le cas échéant, du personnel de ses sous-traitants, quant au traitement de leurs données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le présent CC ou une commande en cours si le Contractant ne respecte pas la législation sociale belge, et le cas échéant, la législation européenne du travail applicable en la matière. Ceci sans préjudice des dispositions de l'article II.18 du présent CC.

I.16.2. Services fournis dans les locaux du pouvoir adjudicateur

I.16.1 Les définitions suivantes sont applicables aux fins de la présente clause:

- on entend par «**personnel**»: les personnes employées directement ou indirectement par le contractant, ou ayant conclu un contrat avec celui-ci, pour mettre en œuvre le Cahier des charges;
- on entend par «**personnel affecté sur place**»: du personnel auquel sont octroyés des droits d'accès aux locaux du pouvoir adjudicateur en Belgique pendant une période de courte ou de longue durée, si cela se révèle nécessaire à l'exécution d'un contrat spécifique.

I.16.2 Conformément à la décision adoptée par le Conseil supérieur lors de sa réunion des 4, 5, 6 avril 2017 à Berlin, des vérifications des antécédents du personnel affecté sur place peuvent être effectuées afin de prévenir et de contrôler les risques pour la sécurité du personnel, des biens et des informations des Ecoles européennes. En outre, et conformément à la loi belge du 11.12.1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité (Moniteur belge du 7.5.1999, p. 15 752), telle que modifiée ultérieurement, l'octroi de droits d'accès au personnel affecté sur place dans les locaux du pouvoir adjudicateur peut être subordonné à un avis de sécurité positif des autorités belges.

I.16.6 Si les droits d'accès du personnel affecté sur place sont octroyés au moyen d'une carte d'accès des Ecoles européennes, cette carte reste la propriété de respectivement Ecole européenne et doit être restituée au Secrétariat de l'Ecole concernée sur demande, à sa date d'expiration ou si les conditions d'accès ne sont plus respectées et, notamment, lorsque le personnel travaillant sur place ne fait plus l'objet d'un avis de sécurité positif.

I.16.3. Dommages et intérêts

Sans préjudice des dispositions de l'article II.15, les conditions suivantes sont applicables :

En cas de non-respect de la part du contractant de ses obligations contractuelles, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réclamer les pénalités et indemnités forfaitaires prévues à *l'Annexe II - Cahier des charges*.

Les dommages et intérêts (indemnité forfaitaires, réparation du préjudice, prestation d'un tiers et autres cas prévus par l'article II.15) feront l'objet d'une note de crédit et seront déduits du montant de la facture suivante. Ils feront l'objet d'un ordre de recouvrement en l'absence de paiement à venir.

SIGNATURES

Pour le contractant,

[*Dénomination sociale/prénom/nom/fonction*]

Signature: _____

Fait à [*lien*], le [*date*]

en deux exemplaires en français.

Pour le pouvoir adjudicateur,

[*Nom de l'école/prénom/nom/fonction*]

Signature: _____

Fait à [*lien*], le [*date*]

DRAFT

II. CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT DE SERVICES

II.1. DEFINITIONS

Aux fins du présent contrat, les définitions suivantes (des termes indiqués en *italique* dans le texte) sont applicables:

«**auteur**»: toute personne physique qui contribue à la production du *résultat*;

«**back office**»: le(s) système(s) interne(s) utilisé(s) par les parties pour traiter les factures électroniques;

«**conflit d'intérêts**»: situation dans laquelle l'*exécution* impartiale et objective *du contrat* par le contractant est compromise pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique, pour tout autre intérêt personnel direct ou indirect ou pour tout autre motif de communauté d'intérêt avec le pouvoir adjudicateur ou un tiers en rapport avec l'objet du contrat;

«**droit préexistant**»: tout droit de propriété industrielle et intellectuelle sur un *matériel préexistant*; il peut s'agir d'un droit de propriété, d'un droit de licence et/ou d'un droit d'utilisation appartenant au contractant, à l'*auteur*, au pouvoir adjudicateur ainsi qu'à tout tiers;

«**exécution du contrat**»: exécution de tâches et prestation par le contractant des services achetés pour le pouvoir adjudicateur;

«**faute professionnelle grave**»: violation des dispositions législatives ou réglementaires applicables ou des normes de déontologie de la profession à laquelle appartient un contractant ou une personne liée, y compris toute conduite donnant lieu à une exploitation ou des abus sexuels ou autres, ou toute conduite fautive du contractant ou d'une personne liée qui a une incidence sur sa crédibilité professionnelle, dès lors que cette conduite dénote une intention fautive ou une négligence grave.

«**force majeure**»: toute situation ou tout événement imprévisible et exceptionnel, indépendant de la volonté des parties, qui empêche l'une d'entre elles d'exécuter une ou plusieurs de ses obligations découlant du contrat. La situation ou l'événement ne doit pas être imputable à la faute ou à la négligence de l'une des parties ou d'un sous-traitant, et doit se révéler inévitable en dépit de toute la diligence employée. Une défaillance dans une prestation, le défaut des équipements, du matériel ou des matériaux ou leur mise à disposition tardive, les conflits de travail, les grèves et les difficultés financières ne peuvent être invoqués comme cas de *force majeure*, sauf si cette situation est la conséquence directe d'un cas de *force majeure* établi.

«**fraude**»: acte ou omission en vue, pour son auteur ou une autre personne, de réaliser un gain illicite en causant un préjudice aux intérêts financiers des Ecoles européennes, et relatif: i) à l'utilisation ou à la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets, ayant pour effet le détournement ou la rétention indue de fonds ou d'avoirs provenant du budget des Ecoles européennes, ii) à la non-communication d'une information en violation d'une obligation spécifique, ayant le même effet, ou iii) au détournement de tels fonds ou avoirs à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été initialement accordés, qui porte atteinte aux intérêts financiers des Ecoles européennes;

«**information ou document confidentiel**»: toute information ou tout document reçu par chaque partie de la part de l'autre partie, ou auquel chaque partie a accès dans le cadre de l'*exécution du*

contrat, que l'une d'entre elles a désigné par écrit comme étant confidentiel. Les informations et documents confidentiels ne comprennent pas d'informations accessibles au public;

«**intérêts à caractère professionnel contradictoires**»: situation dans laquelle les activités professionnelles précédentes ou actuelles du contractant portent atteinte à sa capacité d'exécuter le contrat selon une norme de qualité appropriée;

«**irrégularité**»: toute violation d'une disposition légale résultant d'un acte ou d'une omission d'un opérateur économique qui a ou aurait pour effet de porter préjudice au budget des Ecoles européennes;

«**matériel préexistant**»: tout matériel, document, technologie ou savoir-faire qui existe avant son utilisation par le contractant pour la production d'un *résultat* dans le cadre de l'*exécution du contrat*;

«**notification**» (ou «notifier»): forme de communication entre les parties établie par écrit, y compris par voie électronique;

«**notification formelle**» (ou «notifier formellement»): forme de communication entre les parties établie par écrit par courrier postal ou par courrier électronique, qui fournit à l'expéditeur la preuve irréfutable que le message a été livré au destinataire spécifié;

«**personne liée**»: toute personne physique ou morale qui est membre de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance du contractant ou qui possède des pouvoirs de représentation, de décision ou de contrôle à l'égard de ce contractant;

«**personnel**»: personnes employées directement ou indirectement par le contractant, ou ayant conclu un contrat avec celui-ci, pour exécuter le contrat;

«**résultat**»: tout produit escompté de l'*exécution du contrat*, quelle que soit sa forme ou sa nature. Un *résultat* peut également être défini dans le présent contrat comme un élément livrable. Un *résultat* peut, en plus du matériel nouvellement créé produit spécifiquement pour le pouvoir adjudicateur par le contractant ou à sa demande, inclure également du *matériel préexistant*;

«**violations d'obligations**»: non-exécution, par le contractant, d'une ou de plusieurs de ses obligations contractuelles.

II.2. ROLES ET RESPONSABILITES DANS LE CAS D'UNE OFFRE CONJOINTE

En cas d'offre conjointe présentée par un groupement d'opérateurs économiques, et si le groupement n'est pas doté de la personnalité juridique ou de la capacité juridique, un de ses membres est désigné comme chef de file.

II.3. DIVISIBILITE

Chaque disposition du présent contrat est dissociable et distincte des autres. Si une disposition est ou devient illégale, invalide ou inapplicable dans une certaine mesure, elle doit être dissociée du reste du contrat. Cela ne porte pas atteinte à la légalité, à la validité ou à l'applicabilité des autres dispositions du contrat, qui restent pleinement en vigueur. La disposition illégale, invalide ou inapplicable doit être remplacée par une disposition de substitution légale, valide et applicable, qui correspond autant que possible à l'intention réelle des parties qui sous-tend la disposition illégale, invalide ou inapplicable. Le remplacement de cette disposition doit se faire conformément à

l'article II.11. Le contrat doit être interprété comme s'il contenait la disposition de substitution depuis son entrée en vigueur.

II.4. EXECUTION DU CONTRAT

- II.4.1** Le contractant doit fournir des services répondant à des normes de qualité élevées, conformément à l'état de la technique dans le secteur concerné et aux dispositions du présent contrat, et plus particulièrement au cahier des charges et aux conditions de son offre. Lorsque les Ecoles européennes sont en droit d'apporter des modifications aux *résultats*, ceux-ci doivent être livrés dans un format et accompagnés des informations nécessaires qui permettent effectivement d'apporter de telles modifications d'une manière pratique.
- II.4.2** Le contractant doit satisfaire aux exigences minimales prévues dans le cahier des charges. Cela comprend le respect des obligations applicables en vertu de la législation environnementale et sociale et de la législation du travail établies par le droit de l'Union, le droit national et les conventions collectives ou par les dispositions législatives internationales dans le domaine environnemental et social et dans le domaine du travail énumérées à l'annexe X de la directive 2014/24/UE¹, ainsi que le respect des obligations en matière de protection des données découlant des règlements (UE) 2016/679².
- II.4.3** Le contractant doit obtenir tout permis ou licence requis dans l'État où les services doivent être fournis.
- II.4.4** Sauf indication contraire, tous les délais stipulés dans le contrat sont calculés en jours civils.
- II.4.5** Le contractant ne doit pas se présenter comme un représentant du pouvoir adjudicateur et doit informer les tiers qu'il ne fait pas partie du personnel des Ecoles européennes.
- II.4.6** Le contractant est responsable du *personnel* qui exécute les services et exerce son autorité sur son *personnel* sans interférence du pouvoir adjudicateur. Le contractant doit informer son *personnel*:
- a) qu'il ne peut accepter d'instructions directes de la part du pouvoir adjudicateur; et
 - b) que sa participation à la fourniture des services ne débouche pas sur un emploi auprès du pouvoir adjudicateur ou sur une relation contractuelle avec ce dernier.
- II.4.7** Le contractant doit veiller à ce que le *personnel* exécutant le contrat ainsi que le *personnel* de remplacement futur possèdent les qualifications et l'expérience professionnelles requises pour fournir les services, en fonction des critères de sélection énoncés dans le cahier des charges.
- II.4.8** À la demande motivée du pouvoir adjudicateur, le contractant doit remplacer tout membre du *personnel* qui:
- a) ne possède pas l'expertise requise pour fournir les services; ou
 - b) a causé des perturbations dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Le contractant supporte les coûts de remplacement de son *personnel* et est responsable de tout retard dans la fourniture des services résultant du remplacement du *personnel*.

¹ JO L 94 du 28.3.2014, p. 65.

² Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE, (JO L 119 du 4.5.2016, p. 1), https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=uriserv:OJ.L_.2016.119.01.0001.01.FRA.

- II.4.9** Le contractant doit enregistrer et signaler au pouvoir adjudicateur tout problème altérant sa capacité à fournir les services. Le rapport doit décrire le problème, indiquer la date à laquelle il est apparu et les mesures prises par le contractant pour le résoudre.
- II.4.10** Le contractant doit informer sans délai le pouvoir adjudicateur de toute modification de la situation d'exclusion déclarée, conformément à l'article 137, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1046.

II.5. COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

II.5.1 Forme et moyens de communication

Toute communication d'informations, d'avis ou de documents au titre du contrat doit:

- a) être établie par écrit sur support papier ou sous forme électronique dans la langue du contrat;
- b) porter le numéro du contrat;
- c) être établie selon les modalités de communication indiquées à l'article I.8; et
- d) être envoyée par courrier postal ou par courrier électronique.

Si une partie demande la confirmation écrite d'un courrier électronique dans un délai raisonnable, l'autre partie doit fournir le plus rapidement possible une version originale signée, sur support papier, de la communication.

Les parties conviennent que toute communication faite par courrier électronique produit tous ses effets juridiques et est recevable comme élément de preuve dans des procédures judiciaires.

II.5.2 Date des communications par courrier postal et par courrier électronique

Toute communication est réputée effectuée au moment de sa réception par la partie destinataire, sauf si le présent contrat renvoie à la date à laquelle la communication a été envoyée.

Tout courrier électronique est réputé reçu par la partie destinataire le jour de son envoi, pour autant qu'il soit adressé à l'adresse électronique mentionnée à l'article I.8. L'expéditeur doit être en mesure de prouver la date d'envoi. Si l'expéditeur reçoit une notification d'échec de remise, il doit tout mettre en œuvre pour faire en sorte que l'autre partie reçoive effectivement la communication par courrier électronique ou par courrier postal.

Le courrier envoyé au pouvoir adjudicateur est réputé reçu par celui-ci à la date de son enregistrement par le service responsable visé à l'article I.8.

Les *notifications formelles* sont réputées reçues par le destinataire à la date de réception indiquée dans la preuve reçue par l'expéditeur selon laquelle le message a été transmis au destinataire spécifique.

II.6. RESPONSABILITE

- II.6.1** Le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu pour responsable des dommages ou pertes causés par le contractant, y compris les dommages ou pertes causés à des tiers à l'occasion ou par le fait de l'*exécution du contrat*.
- II.6.2** Si la législation applicable le requiert, le contractant doit souscrire une police d'assurance couvrant les risques et dommages ou pertes relatifs à l'*exécution du contrat*. Il doit également souscrire les assurances complémentaires qui sont d'usage dans son secteur d'activité. À la demande du pouvoir adjudicateur, le contractant doit lui fournir la preuve de la couverture d'assurance.

II.6.3 Le contractant est responsable des pertes ou dommages causés au pouvoir adjudicateur à l'occasion ou par le fait de l'*exécution du contrat*, y compris dans le cadre de la sous-traitance, cette responsabilité étant toutefois limitée à un montant ne dépassant pas trois fois la valeur totale du contrat. Cependant, si le dommage ou la perte est imputable à une faute grave ou une faute intentionnelle du contractant, de son *personnel* ou de ses sous-traitants, ainsi que dans le cas d'une action intentée contre le pouvoir adjudicateur par un tiers pour violation de ses droits de propriété intellectuelle, le contractant est responsable du montant total du dommage ou de la perte.

II.6.4 Si un tiers intente une action contre le pouvoir adjudicateur en relation avec l'*exécution du contrat*, y compris toute action pour violation supposée de droits de propriété intellectuelle, le contractant doit prêter assistance au pouvoir adjudicateur lors de la procédure judiciaire, notamment en intervenant à l'appui du pouvoir adjudicateur à la demande de ce dernier.

Si la responsabilité du pouvoir adjudicateur envers le tiers est établie et que cette responsabilité est causée par le contractant à l'occasion ou par le fait de l'*exécution du contrat*, l'article II.6.3 est applicable.

II.6.5 Si le contractant se compose d'au moins deux opérateurs économiques (ayant présenté une offre conjointe), ceux-ci sont conjointement et solidairement responsables de l'*exécution du contrat* à l'égard du pouvoir adjudicateur.

II.6.6 Le pouvoir adjudicateur n'est pas responsable des pertes ou dommages subis par le contractant à l'occasion ou par le fait de l'*exécution du contrat*, à moins que cette perte ou ce dommage n'ait été causé par une faute intentionnelle ou une faute grave de la part du pouvoir adjudicateur.

II.7. CONFLIT D'INTERETS ET INTERETS A CARACTERE PROFESSIONNEL CONTRADICTOIRES

II.7.1 Le contractant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir toute situation de *conflit d'intérêts* ou d'*intérêts à caractère professionnel contradictoires*.

II.7.2 Le contractant doit *notifier* par écrit au pouvoir adjudicateur le plus rapidement possible toute situation qui pourrait constituer un *conflit d'intérêts* ou un *intérêt à caractère professionnel contradictoire* durant l'*exécution du contrat*. Le contractant doit prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

Le pouvoir adjudicateur peut effectuer les actions suivantes:

- a) vérifier que les mesures du contractant sont appropriées;
- b) exiger que le contractant prenne des mesures supplémentaires dans un délai imparti.

II.7.3 Le contractant doit répercuter par écrit toutes les obligations pertinentes auprès:

- a) des membres de son *personnel*;
- b) de toute personne physique ayant le pouvoir de le représenter ou de prendre des décisions en son nom;
- c) des tiers participant à l'*exécution du contrat*, y compris les sous-traitants.

Le contractant doit également veiller à ce que les personnes visées ci-dessus ne se trouvent pas dans une situation pouvant donner lieu à un conflit d'intérêts.

II.8. CONFIDENTIALITE

II.8.1 Le pouvoir adjudicateur et le contractant doivent traiter de manière confidentielle toute information ou tout document, sous quelque forme que ce soit, divulgué par écrit ou oralement, qui est lié à *l'exécution du contrat* et désigné par écrit comme étant confidentiel.

II.8.2 Chaque partie a l'obligation:

- a) de ne pas utiliser d'*informations ou de documents confidentiels* à des fins autres que le respect des obligations qui lui incombent en vertu du contrat sans l'accord préalable écrit de l'autre partie;
- b) d'assurer la protection de ces *informations ou documents confidentiels* en garantissant le même niveau de protection que pour ses propres *informations confidentielles*, et dans tous les cas avec toute la diligence nécessaire;
- c) de ne pas divulguer, directement ou indirectement, des *informations ou documents confidentiels* à des tiers sans l'accord préalable écrit de l'autre partie.

II.8.3 Les obligations de confidentialité prévues au présent article sont contraignantes pour le pouvoir adjudicateur et le contractant pendant *l'exécution du contrat* et tant que les informations ou les documents restent confidentiels, sauf si:

- a) la partie concernée accepte de libérer plus tôt l'autre partie de l'obligation de confidentialité;
- b) les *informations ou les documents confidentiels* deviennent publics par d'autres moyens qu'une violation de l'obligation de confidentialité;
- c) la législation applicable exige la divulgation des *informations ou documents confidentiels*.

II.8.4 Le contractant doit obtenir de toute personne physique ayant le pouvoir de le représenter ou de prendre des décisions en son nom, ainsi que des tiers participant à *l'exécution du contrat*, l'engagement qu'ils se conformeront au présent article. À la demande du pouvoir adjudicateur, le contractant doit fournir un document attestant de cet engagement.

II.9. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Voir l'annexe I - Convention de traitement des données personnelles

II.10. SOUS-TRAITANCE

II.10.1 Le contractant ne peut sous-traiter ni faire exécuter le contrat par des tiers autres que ceux déjà mentionnés dans son offre sans autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur.

II.10.2 Même si le pouvoir adjudicateur autorise la sous-traitance, le contractant reste lié par ses obligations contractuelles et est le seul responsable de *l'exécution du présent contrat*.

II.10.3 Le contractant doit veiller à ce que le sous-contrat ne porte pas atteinte aux droits du pouvoir adjudicateur en vertu du présent contrat, et notamment ceux visés aux articles II.8, II.13 et II.24.

II.10.4 Le pouvoir adjudicateur peut demander au contractant de remplacer un sous-traitant se trouvant dans une des situations visées aux points d) et e) de l'article II.18.1.

II.11. AVENANTS

II.11.1 Tout avenant au contrat doit être établi par écrit avant l'exécution de toute obligation contractuelle.

II.11.2 Tout avenant ne doit apporter aucune modification au contrat qui pourrait altérer les conditions initiales de la procédure de passation de marchés ou donner lieu à une inégalité de traitement entre soumissionnaires.

II.12. CESSION

II.12.1 Le contractant ne peut céder les droits et obligations, y compris les créances et l'affacturage, découlant du contrat sans l'autorisation préalable écrite du pouvoir adjudicateur. En pareils cas, le contractant doit communiquer au pouvoir adjudicateur l'identité de l'ayant droit.

II.12.2 Aucun droit ou obligation cédé par le contractant sans autorisation n'est opposable au pouvoir adjudicateur.

II.13. DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

II.13.1. Propriété des droits des résultats

Le pouvoir adjudicateur acquiert irrévocablement et partout dans le monde la propriété des *résultats* et de tous les droits de propriété intellectuelle sur le matériel nouvellement créé produit spécifiquement pour le pouvoir adjudicateur en vertu du contrat et inclus dans les *résultats*, sans préjudice, toutefois, des règles applicables aux *droits préexistants* sur le *matériel préexistant*, comme prévu à l'article II.13.2.

Les droits de propriété intellectuelle ainsi acquis comprennent tous les droits, par exemple le droit d'auteur ou d'autres droits de propriété intellectuelle ou industrielle, sur les *résultats* et dans toutes les solutions technologiques et informations créées ou produites par le contractant ou son sous-traitant dans le cadre de l'*exécution du contrat*. Le pouvoir adjudicateur peut exploiter et utiliser les droits acquis comme indiqué dans le présent contrat. Le pouvoir adjudicateur acquiert tous les droits dès le moment où le contractant a créé les *résultats*.

Le paiement du prix inclut toutes les rémunérations dues au contractant relatives à l'acquisition de la propriété des droits par le pouvoir adjudicateur, notamment tous les modes d'exploitation et d'utilisation des *résultats*.

II.13.2. Droits de licence sur le matériel préexistant

Sauf disposition contraire dans les conditions particulières, le pouvoir adjudicateur n'acquiert pas la propriété des *droits préexistants* dans le cadre du présent contrat.

Le contractant accorde une licence libre de redevance, non exclusive et irrévocable sur les *droits préexistants* au pouvoir adjudicateur, qui peut utiliser le *matériel préexistant* selon tous les modes d'exploitation prévus dans le présent contrat ou dans les contrats spécifiques. Sauf accord contraire, la licence n'est pas transférable et ne peut faire l'objet d'une sous-licence, sous réserve des dispositions ci-après:

- a) les *droits préexistants* peuvent faire l'objet d'une sous-licence octroyée par le pouvoir adjudicateur aux personnes et entités travaillant pour lui ou collaborant avec lui, dont les contractants et sous-traitants (personnes morales ou physiques), mais uniquement aux fins de leur mission pour le pouvoir adjudicateur;
- b) si le *résultat* est un «document», comme un rapport ou une étude, qui est destiné à être publié, l'existence d'un *matériel préexistant* dans le *résultat* ne peut empêcher la publication, la traduction ou la «réutilisation» du document, étant entendu, toutefois, que la «réutilisation» ne peut être faite que du *résultat* dans son ensemble et non du *matériel préexistant* pris séparément du *résultat*.

Tous les *droits préexistants* font l'objet de licences accordées au pouvoir adjudicateur dès la livraison des *résultats* et leur approbation par le pouvoir adjudicateur.

L'octroi au pouvoir adjudicateur de licences sur les *droits préexistants* au titre du présent contrat est valable pour le monde entier et pour la durée de la protection des droits de propriété intellectuelle.

Le paiement du prix indiqué dans les contrats spécifiques est réputé inclure également toutes les rémunérations dues au contractant au titre de l'octroi au pouvoir adjudicateur de licences sur les *droits préexistants*, notamment toutes les formes d'exploitation et d'utilisation des *résultats*.

Lorsque l'*exécution du contrat* requiert l'utilisation par le contractant d'un *matériel préexistant* appartenant au pouvoir adjudicateur, ce dernier peut demander au contractant de signer un accord de licence adéquat. Cette utilisation par le contractant n'entraîne aucun transfert de droits au contractant et se limite aux besoins du présent contrat.

II.13.3. Droits exclusifs

Le pouvoir adjudicateur acquiert les droits exclusifs suivants:

- a) reproduction: le droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte, provisoire ou permanente, des *résultats* par quelque moyen (mécanique, numérique ou autre) et sous quelque forme que ce soit, en tout ou en partie;
- b) communication au public: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire toute présentation, représentation ou communication au public, par fil ou sans fil, y compris la mise à la disposition du public des *résultats* de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement; cela comprend également la communication sur internet et la diffusion par câble ou par satellite;
- c) distribution: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire toute forme de distribution au public, par la vente ou autrement, des *résultats* ou des copies de ceux-ci;
- d) location: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la location ou le prêt des *résultats* ou des copies de ceux-ci;
- e) adaptation: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire toute modification des *résultats*;
- f) traduction: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la traduction, l'adaptation, l'arrangement et la création d'œuvres dérivées sur la base des *résultats*, et toute autre altération des *résultats*, sous réserve du respect des droits moraux des auteurs, le cas échéant;
- g) lorsque les *résultats* constituent ou contiennent une base de données: le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire l'extraction de tout ou partie substantielle du contenu de la base de données vers un autre support, par quelque moyen et sous quelque forme que ce soit; et le droit exclusif d'autoriser ou d'interdire la réutilisation de tout ou partie substantielle du contenu de la base de données par la distribution de copies, par la location, par des formes de transmission en ligne ou autres;
- h) lorsque les *résultats* constituent ou contiennent un objet brevetable: le droit d'enregistrer cet objet comme brevet et d'exploiter ce brevet au maximum;
- i) lorsque les *résultats* constituent ou contiennent des logos ou un objet qui pourraient être enregistrés comme marque: le droit d'enregistrer ce logo ou cet objet comme marque, de l'exploiter et de l'utiliser;
- j) lorsque les *résultats* constituent ou contiennent un savoir-faire: le droit d'utiliser ce savoir-faire autant que nécessaire pour utiliser au maximum les *résultats* prévus par le présent contrat, et le droit de le mettre à la disposition des contractants ou sous-traitants agissant au nom du pouvoir adjudicateur, sous réserve de la signature d'un engagement de confidentialité adéquat le cas échéant;

- k) lorsque les *résultats* sont des documents:
- (i) le droit d'autoriser la réutilisation des documents dans les conditions qu'il précise;
 - (ii) le droit de stocker et d'archiver les *résultats* conformément aux règles de gestion des documents applicables au pouvoir adjudicateur, y compris la numérisation ou la conversion du format à des fins de conservation ou de nouvelle utilisation;
- l) lorsque les *résultats* constituent ou comprennent un logiciel, y compris le code source, le code objet et, le cas échéant, de la documentation, du matériel préparatoire et des manuels, en plus des autres droits mentionnés dans le présent article:
- (i) les droits de l'utilisateur final, pour tous les usages, par le pouvoir adjudicateur ou les sous-traitants, qui résultent du présent contrat et de l'intention des parties;
 - (ii) le droit de recevoir tant le code source que le code objet;
- m) le droit d'octroyer à des tiers des licences pour tous droits exclusifs ou modes d'exploitation énoncés dans le présent contrat; toutefois, pour le *matériel préexistant* dont la licence est uniquement octroyée au pouvoir adjudicateur, le droit d'accorder des sous-licences ne s'applique pas, sauf dans les deux cas prévus par l'article II.13.2.;
- n) dans la mesure où le contractant peut invoquer des droits moraux, le droit du pouvoir adjudicateur, sauf disposition contraire prévue dans le présent contrat, de publier les *résultats* avec ou sans mention du nom de l'auteur (des auteurs), et le droit de décider de la divulgation et de la publication des *résultats*, et du moment de cette divulgation et publication.

Le contractant garantit que les droits exclusifs et les modes d'exploitation peuvent être exercés par le pouvoir adjudicateur sur toutes les parties des *résultats*, soit par le biais d'un transfert de propriété des droits, en ce qui concerne les parties créées spécifiquement par le contractant, soit par le biais d'une licence sur les droits préexistants, en ce qui concerne les parties consistant en du *matériel préexistant*.

Lorsque du *matériel préexistant* est inséré dans les *résultats*, le pouvoir adjudicateur peut accepter des restrictions raisonnables ayant une incidence sur la liste ci-dessus, à condition que ledit matériel soit facilement identifiable et dissociable du reste, qu'il ne corresponde pas aux éléments substantiels des *résultats* et que, en cas de besoin, des solutions de remplacement satisfaisantes existent, sans engendrer de frais supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, avant de faire ce choix, le contractant devra en informer clairement le pouvoir adjudicateur, ce dernier ayant le droit de s'y opposer.

II.13.4. Identification des droits préexistants

Lorsqu'il livre les *résultats*, le contractant doit garantir que les parties nouvellement créées et le *matériel préexistant* incorporé dans les *résultats* sont libres de droits et de revendications de la part des auteurs et des tiers pour toutes les exploitations envisagées par le pouvoir adjudicateur dans les limites fixées dans le présent contrat, et que tous les *droits préexistants* nécessaires ont été obtenus ou octroyés sous licence.

À cet effet, le contractant doit établir une liste de tous les *droits préexistants* sur les *résultats* du présent contrat ou sur des parties de ceux-ci, y compris l'identification des titulaires de droits. S'il n'existe aucun *droit préexistant* sur les *résultats*, le contractant doit fournir une déclaration à cet effet. Le contractant doit communiquer cette liste ou déclaration au pouvoir adjudicateur au plus tard avec la facture présentée pour le paiement du solde.

II.13.5. Preuve de l'octroi des droits préexistants

À la demande du pouvoir adjudicateur, le contractant doit, en plus de la liste visée à l'article II.13.4, démontrer qu'il détient la propriété ou les droits d'exploitation de tous les *droits préexistants* énumérés, sauf en ce qui concerne les droits détenus par le pouvoir adjudicateur ou pour lesquels cette dernière octroie des licences. Le pouvoir adjudicateur peut demander ces preuves même après l'expiration du présent contrat.

Cette disposition s'applique également aux droits à l'image et aux enregistrements sonores.

Ces preuves peuvent notamment concerner les droits liés aux éléments suivants: parties d'autres documents, images, graphiques, sons, musique, tableaux, données, logiciels, inventions techniques, savoir-faire, outils de développement informatique, routines, sous-routines ou autres programmes («technologies préexistantes»), concepts, maquettes, installations ou œuvres d'art, données, sources, documents préexistants ou toute autre partie d'origine externe.

Ces preuves doivent comprendre, le cas échéant:

- a) les nom et numéro de version du logiciel;
- b) l'identification complète de l'œuvre et de l'*auteur*, du développeur, du créateur, du traducteur, de la personne saisissant les données, du graphiste, de l'éditeur, du réviseur, du photographe, du producteur;
- c) une copie de la licence d'exploitation du produit ou de l'accord octroyant les droits en question au contractant ou une référence à cette licence;
- d) une copie de l'accord ou un extrait du contrat de travail octroyant les droits en question au contractant lorsque des parties du *résultat* ont été créées par son *personnel*;
- e) le texte de l'avis d'exclusion de responsabilité, le cas échéant.

La fourniture des preuves ne libère pas le contractant de ses responsabilités s'il apparaît qu'il ne possède pas les droits nécessaires, quels que soient le moment où ces faits ont été révélés et la (les) personne(s) qui les a (ont) révélés.

Le contractant garantit également qu'il dispose des droits ou des pouvoirs nécessaires pour procéder à la cession et qu'il a effectué tous les paiements ou vérifié qu'ils ont été effectués, y compris des redevances dues aux sociétés de gestion collective, relatifs aux *résultats* finals.

II.13.6. Citation d'œuvres dans les résultats

Dans les *résultats*, le contractant signale clairement toute citation d'œuvres existantes. La référence complète doit comprendre, selon le cas: le nom de l'auteur, le titre de l'œuvre, la date et le lieu de publication, la date de création, l'adresse de publication sur l'internet, le numéro, le volume et toute autre information permettant que l'origine soit déterminée aisément.

II.13.7. Droits moraux des auteurs

Par la livraison des *résultats*, le contractant garantit que les *auteurs* ne s'opposeront pas aux actions suivantes en vertu de leurs droits moraux au titre du droit d'auteur:

- a) la mention ou non de leur nom lors de la présentation des *résultats* au public;
- b) la divulgation ou non des *résultats* après leur livraison dans leur version finale au pouvoir adjudicateur;

- c) l'adaptation des *résultats*, à condition que cette adaptation se fasse d'une manière non préjudiciable à l'honneur ou à la réputation de l'*auteur*.

S'il existe des droits moraux sur des parties des *résultats* protégés par un droit d'auteur, le contractant doit obtenir le consentement des *auteurs* en ce qui concerne l'octroi des droits moraux pertinents, ou la renonciation à ceux-ci, conformément aux dispositions juridiques applicables et être prêt à fournir les pièces justificatives sur demande.

II.13.8. Droits à l'image et enregistrements sonores

Si des personnes physiques apparaissent dans un *résultat* ou que leur voix ou autre élément privé est enregistré de manière reconnaissable, le contractant doit obtenir une déclaration dans laquelle ces personnes (ou celles investies de l'autorité parentale s'il s'agit de mineurs) autorisent l'exploitation prévue de leur image, de leur voix ou élément privé et présenter une copie de cette autorisation au pouvoir adjudicateur à la demande de ce dernier. Le contractant doit prendre les mesures nécessaires pour obtenir ce consentement conformément aux dispositions juridiques applicables.

II.13.9. Déclaration concernant le droit d'auteur pour les droits préexistants

Si le contractant conserve des *droits préexistants* sur des parties du *résultat*, il convient d'insérer une référence à cet effet en cas d'utilisation du *résultat* telle que la prévoit l'article I.10.1, à l'aide de la mention d'exclusion de responsabilité suivante: «© — année — Ecoles européennes. Tous droits réservés. Certaines parties font l'objet d'une licence sous conditions à l'Ecoles européennes (EE)», ou autre clause équivalente que le pouvoir adjudicateur considère appropriée, ou dont les parties ont convenu au cas par cas. Cette disposition ne s'applique pas lorsque l'insertion d'une telle référence serait impossible, notamment pour des raisons pratiques.

II.13.10. Visibilité du financement des Ecoles européennes et exclusion de responsabilité

Lors de l'exploitation des *résultats*, le contractant doit déclarer qu'ils ont été produits au titre d'un contrat avec les Ecoles européennes et que les points de vue qui y sont exposés reflètent exclusivement l'opinion du contractant et ne constituent pas une prise de position formelle du pouvoir adjudicateur. Le pouvoir adjudicateur peut renoncer à cette obligation par écrit ou fournir le texte de la clause d'exclusion de responsabilité.

II.14. FORCE MAJEURE

II.14.1 Si une partie est confrontée à un cas de *force majeure*, elle doit immédiatement le *notifier* à l'autre partie, en précisant la nature, la durée probable et les effets prévisibles de ces circonstances.

II.14.2 Une partie n'est pas responsable des retards dans l'exécution de ses obligations au titre du contrat ou du non-respect de ces obligations si ce retard ou non-respect est le *résultat* d'un cas de *force majeure*. Si le contractant est empêché, par un cas de *force majeure*, de remplir ses obligations contractuelles, son droit au paiement de la rémunération se limite aux services effectivement fournis.

II.14.3 Les parties doivent prendre toutes mesures nécessaires pour limiter les éventuels dommages qui résulteraient d'un cas de *force majeure*.

II.15. DOMMAGES-INTERETS

II.15.1. Livraison tardive

Si le contractant n'exécute pas ses obligations contractuelles dans le délai fixé par le présent contrat, le pouvoir adjudicateur peut lui imposer le paiement de dommages-intérêts pour chaque jour de retard, calculés selon la formule suivante:

$$0,3 \times (V/d)$$

où

V est le prix de l'achat, de l'élément livrable ou du *résultat* concerné ou, à défaut, le prix mentionné à l'article I.4.1;

d est la durée mentionnée pour la livraison de l'achat, de l'élément livrable ou du *résultat* concerné ou, à défaut, la durée d'*exécution du contrat* visée à l'article I.3.3, exprimée en jours.

Des dommages-intérêts peuvent être imposés avec une réduction des prix conformément aux conditions énoncées à l'article II.16.

II.15.2. Procédure

Le pouvoir adjudicateur doit *notifier formellement* au contractant son intention d'appliquer des dommages-intérêts et le montant calculé correspondant.

Le contractant fait part de ses observations dans les trente jours qui suivent la date de réception. À défaut, la décision devient exécutoire le jour suivant l'expiration du délai de présentation des observations.

Si le contractant présente des observations, le pouvoir adjudicateur doit lui *notifier*, en tenant compte desdites observations:

- a) le retrait de son intention d'appliquer des dommages-intérêts; ou
- b) sa décision finale d'appliquer des dommages-intérêts et le montant correspondant.

II.15.3. Nature des dommages-intérêts

Les parties reconnaissent et conviennent expressément que toute somme payable au titre du présent article ne constitue pas une sanction et représente une estimation raisonnable de la juste compensation des dommages causés par la non-fourniture des services dans les délais applicables fixés dans le présent contrat.

II.15.4. Réclamations et responsabilité

Les réclamations de dommages-intérêts n'ont pas d'incidence sur la responsabilité réelle ou potentielle du contractant ou sur les droits du pouvoir adjudicateur en vertu de l'article II.18.

II.16. REDUCTION DES PRIX

II.16.1. Normes de qualité

Si le contractant ne fournit pas les services conformément au contrat («obligations inexécutées»), ou s'il ne fournit pas les services conformément aux normes de qualité attendues prévues dans le cahier des charges («livraison de faible qualité»), le pouvoir adjudicateur peut réduire ou recouvrer

les paiements de manière proportionnelle à la gravité des obligations inexécutées ou de la livraison de faible qualité. Il s'agit en particulier des cas où le pouvoir adjudicateur ne peut approuver un *résultat*, rapport ou élément livrable tel que défini à l'article I.5 après présentation par le contractant des informations supplémentaires demandées, de corrections ou d'une nouvelle version.

Une réduction des prix peut être imposée avec des dommages-intérêts dans les conditions de l'article II.15.

II.16.2. Procédure

Le pouvoir adjudicateur doit *notifier formellement* au contractant son intention de réduire le paiement et le montant calculé correspondant.

Le contractant fait part de ses observations dans les trente jours qui suivent la date de réception. À défaut, la décision devient exécutoire le jour suivant l'expiration du délai de présentation des observations.

Si le contractant présente des observations, le pouvoir adjudicateur doit lui *notifier*, en tenant compte desdites observations:

- a) le retrait de son intention de réduire le paiement; ou
- b) la décision finale de réduire le paiement et le montant correspondant.

II.16.3. Réclamations et responsabilité

Les réductions de prix n'ont pas d'incidence sur la responsabilité réelle ou potentielle du contractant ou sur les droits du pouvoir adjudicateur en vertu de l'article II.18.

II.17. SUSPENSION DE L'EXECUTION DU CONTRAT

II.17.1. Suspension par le contractant

Si le contractant est confronté à un cas de *force majeure*, il peut suspendre l'*exécution du contrat*. Le contractant doit immédiatement *notifier* la suspension au pouvoir adjudicateur. La *notification* doit comprendre une description du cas de *force majeure* et indiquer le moment auquel le contractant devrait reprendre l'*exécution du contrat*.

Le contractant doit *notifier* au pouvoir adjudicateur qu'il est en mesure de reprendre l'*exécution du contrat*, à moins que celui-ci n'ait déjà résilié le contrat.

II.17.2. Suspension par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur peut suspendre l'*exécution* de tout ou partie *du contrat*:

- a) si la procédure d'attribution du contrat ou l'*exécution du contrat* se révèle entachée d'*irrégularités*, de *fraude* ou d'une *violation d'obligations*;
- b) afin de vérifier si le soupçon d'*irrégularités*, de *fraude* ou de *violation d'obligations* est fondé.

Le pouvoir adjudicateur doit *notifier formellement* la suspension au contractant et motiver celle-ci. La suspension prend effet à la date de la *notification formelle*, ou à une date ultérieure indiquée dans la *notification formelle*.

Dès que la vérification est achevée, le pouvoir adjudicateur doit *notifier* au contractant:

- a) sa décision de lever la suspension; ou
- b) son intention de résilier le contrat au titre de l'article II.18.1, point f) ou j).

Le contractant ne peut exiger d'indemnisation en cas de suspension d'une partie quelconque du contrat.

Le pouvoir adjudicateur peut en outre suspendre le délai de paiement conformément à l'article II.21.7.

II.18. RESILIATION DU CONTRAT

II.18.1. Motifs de résiliation par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le contrat dans les cas suivants:

- a) si la fourniture des services prévue dans le contrat n'a pas effectivement débuté dans les quinze jours suivant la date prévue à cet effet, et si la nouvelle date proposée, le cas échéant, est considérée comme inacceptable par le pouvoir adjudicateur, compte tenu de l'article II.11.2;
- b) si le contractant ne peut, par sa propre faute, obtenir un permis ou une autorisation nécessaire à l'exécution du contrat;
- c) si le contractant n'exécute pas le contrat conformément au cahier des charges ou s'il ne remplit pas une autre obligation contractuelle substantielle;
- d) si le contractant ou toute personne qui répond indéfiniment des dettes du contractant se trouve dans l'une des situations visées à l'article 136, paragraphe 1, points a) et b), du règlement financier³;
- e) si le contractant ou toute *personne liée* se trouve dans l'une des situations visées à l'article 136, paragraphe 1, points c) à h), ou à l'article 136, paragraphe 2, du règlement financier;
- f) si la procédure d'attribution du contrat ou l'exécution du contrat se révèle entachée d'irrégularités, de fraude ou d'une violation d'obligations;
- g) si le contractant ne respecte pas les obligations applicables en vertu de la législation environnementale et sociale et de la législation du travail établies par le droit de l'Union, le droit national et les conventions collectives ou par les dispositions législatives internationales dans le domaine environnemental et social et dans le domaine du travail énumérées à l'annexe X de la directive 2014/24/UE;
- h) si le contractant se trouve dans une situation qui pourrait constituer un *conflit d'intérêts* ou un *intérêt à caractère professionnel contradictoire* visé à l'article II.7;
- i) lorsqu'un changement juridique, financier, technique, d'organisation ou de contrôle dans la situation du contractant est susceptible d'influer de manière substantielle sur l'exécution du contrat ou de modifier de manière substantielle les conditions dans lesquelles le contrat a initialement été attribué ou lorsqu'un changement relatif aux situations d'exclusion énumérées à l'article 136 du règlement (UE) 2018/1046 remet en cause la décision d'attribution du contrat;
- j) en cas de *force majeure*, si la reprise de la mise en œuvre est impossible ou si un changement nécessaire au contrat signifierait que le cahier des charges n'est plus respecté ou donnerait lieu à une inégalité de traitement entre soumissionnaires ou contractants.

³ Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 (JO L 193 du 30.7.2018, p. 1) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1544791836334&uri=CELEX:32018R1046>.

- k) si le contractant ne respecte pas les obligations en matière de protection des données découlant de l'article II.9.2;
- l) si le contractant ne respecte pas les obligations applicables en matière de protection des données découlant du règlement (UE) 2016/679.

II.18.2. Motifs de résiliation par le contractant

Le contractant peut résilier le contrat si le pouvoir adjudicateur ne respecte pas ses obligations, notamment l'obligation de fournir au contractant les informations nécessaires à l'exécution du contrat prévue dans le cahier des charges.

II.18.3. Procédure de résiliation

Une partie doit *notifier formellement* à l'autre partie son intention de résilier le contrat en précisant les motifs de la résiliation.

L'autre partie dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date de réception pour faire part de ses observations, y compris les mesures qu'elle a prises ou qu'elle prendra pour assurer la continuité du respect de ses obligations contractuelles. À défaut, la décision de résiliation devient exécutoire le jour suivant l'expiration du délai de présentation des observations.

Si l'autre partie présente des observations, la partie souhaitant résilier le contrat doit lui *notifier formellement* le retrait de son intention de résilier ou sa décision finale de résiliation.

Dans les cas visés à l'article II.18.1, points a) à d), g) à i), k) et l), et à l'article II.18.2, la date à laquelle la résiliation prend effet doit être précisée dans la *notification formelle*.

Dans les cas visés à l'article II.18.1, points e), f) et j), la résiliation est effective le jour suivant la date à laquelle le contractant a reçu *notification* de la résiliation.

En outre, à la demande du pouvoir adjudicateur et indépendamment des motifs de résiliation, le contractant doit fournir toute l'assistance nécessaire, y compris les informations, documents et dossiers, afin de permettre au pouvoir adjudicateur d'achever ou de continuer les services, ou de les transférer à un nouveau contractant ou en interne, sans interruption ou effet négatif sur la qualité ou la continuité des services. Les parties peuvent convenir d'établir un plan de transition précisant les modalités de l'assistance du contractant, à moins qu'un tel plan ne soit déjà détaillé dans les autres documents contractuels ou dans le cahier des charges. Le contractant doit fournir cette assistance sans frais supplémentaires, sauf s'il peut démontrer que cette assistance nécessite des ressources ou moyens supplémentaires substantiels, auquel cas il doit fournir une estimation des frais engagés et les parties négocieront un arrangement de bonne foi.

II.18.4. Effets de la résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut exiger l'indemnisation de ces dommages. Le contractant est responsable des dommages subis par le pouvoir adjudicateur à la suite de la résiliation du contrat, y compris le coût supplémentaire lié à la désignation d'un autre contractant et à la passation d'un contrat avec celui-ci pour fournir ou achever les services, sauf si les dommages sont le résultat d'une résiliation conformément à l'article II.18.1, point j), ou à l'article II.18.2. Le pouvoir adjudicateur peut exiger l'indemnisation de ces dommages.

Le contractant n'a pas droit à une indemnisation des pertes résultant de la résiliation du contrat, y compris la perte de bénéfices attendus, à moins que cette perte n'ait été causée par la situation visée à l'article II.18.2.

Le contractant doit prendre toutes mesures nécessaires pour réduire les coûts au minimum, pour éviter les dommages et pour annuler ou réduire ses engagements.

Le contractant dispose d'un délai de 60 jours à compter de la date de résiliation pour présenter les rapports, éléments livrables ou *résultats* ainsi que les factures requis pour les services fournis avant la date de résiliation.

En cas d'offre conjointe, le pouvoir adjudicateur peut résilier le contrat conclu avec chaque membre du groupement séparément en vertu de l'article II.18.1, points d), e), g), k) et l), dans les conditions fixées à l'article II.11.2.

II.19. FACTURES, TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

II.19.1. Factures et taxe sur la valeur ajoutée

Sur les factures doivent figurer l'identité du contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe), le montant, la monnaie et la date, ainsi que la référence du contrat.

Les factures doivent indiquer le lieu d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) du contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) et doivent mentionner séparément les montants hors TVA et les montants TVA comprise.

Le pouvoir adjudicateur est exonéré de tous droits et taxes, notamment de la TVA, en application de l'exemption accordée par l'autorité nationale du pays où les droits et taxes auraient dû être payées. Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit effectuer les démarches nécessaires auprès des autorités compétentes afin de s'assurer de l'exemption des droits et taxes, notamment de la TVA, pour les fournitures et services nécessaires à l'*exécution du contrat*.

II.20. REVISION DES PRIX

Si un indice de révision des prix est prévu à l'article I.5.2, le présent article y est applicable.

Les prix sont fermes et non révisables pendant la première année du contrat.

Au début de la deuxième année du contrat et de chaque année qui suit, chaque prix peut être révisé à la hausse ou à la baisse sur demande d'une des parties.

Une partie peut demander une révision des prix par écrit au plus tard trois mois avant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du contrat. L'autre partie doit accuser réception de la demande dans un délai de 14 jours à compter de la réception de celle-ci.

À la date anniversaire, le pouvoir adjudicateur doit communiquer l'indice final du mois de réception de la demande ou, à défaut, le dernier indice provisoire disponible pour ce mois. Le contractant établit le nouveau prix sur cette base et le communique dès que possible au pouvoir adjudicateur pour vérification.

La révision des prix est calculée au moyen de la formule suivante:

$$Pr = Po \times \left(\frac{Ir}{Io} \right)$$

où: Pr = prix révisé;
Po = prix de l'offre;
Io = indice du mois d'entrée en vigueur du contrat;
Ir = indice du mois de réception de la demande de révision des prix.

II.21. PAIEMENTS ET GARANTIES

II.21.1. Date du paiement

La date de paiement est réputée être la date à laquelle le compte du pouvoir adjudicateur est débité.

II.21.2. Monnaie

Les paiements sont exécutés en euros, sauf si l'article I.7 prévoit une autre monnaie.

II.21.3. Conversion

La conversion entre l'euro et une autre monnaie par le pouvoir adjudicateur se fait au cours journalier de l'euro publié au *Journal officiel de l'Union européenne* ou, à défaut, au taux de change comptable mensuel établi par la Commission européenne et publié sur le site internet indiqué ci-dessous, applicable le jour de l'établissement de l'ordre de paiement.

La conversion entre l'euro et une autre monnaie par le contractant se fait au taux de change comptable mensuel établi par la Commission européenne et publié sur le site internet indiqué ci-dessous, applicable à la date de la facture.

http://ec.europa.eu/budget/contracts_grants/info_contracts/inforeuro/inforeuro_fr.cfm

II.21.4. Frais de virement

Les frais de virement sont répartis comme suit:

- a) les frais d'émission facturés par la banque du pouvoir adjudicateur sont à la charge de ce dernier;
- b) les frais de réception facturés par la banque du contractant sont à la charge de ce dernier;
- c) les frais liés à un virement supplémentaire imputable à l'une des parties sont à la charge de celle-ci.

II.21.5. Garanties de préfinancement, garanties de bonne fin et retenues de garantie

Si, conformément à l'article I.6, une garantie financière est exigée pour le versement d'un préfinancement, ou à titre de garantie de bonne fin ou de retenue de garantie, les conditions suivantes doivent être remplies:

- a) la garantie financière est fournie par une banque ou un établissement financier agréé par le pouvoir adjudicateur ou, à la demande du contractant et avec l'accord du pouvoir adjudicateur, par un tiers; et
- b) la garantie a pour effet que la banque, l'établissement financier ou le tiers fournit une caution solidaire irrévocable ou se porte garant à première demande des obligations du contractant sans que le pouvoir adjudicateur soit obligé de poursuivre le débiteur principal (le contractant).

Les frais occasionnés par la fourniture de cette garantie sont à la charge du contractant.

Les garanties de préfinancement doivent rester en vigueur jusqu'à l'apurement du préfinancement par déduction des paiements intermédiaires ou du paiement du solde. Lorsque ce dernier prend la forme d'une note de débit, la garantie de préfinancement doit rester en vigueur pendant les trois mois qui suivent l'envoi de la note de débit au contractant. Le pouvoir adjudicateur doit libérer la garantie dans le mois qui suit.

Les garanties de bonne fin couvrent le respect des obligations contractuelles substantielles jusqu'à l'approbation définitive du service par le pouvoir adjudicateur. La garantie de bonne fin ne doit pas dépasser 10 % du prix total du contrat. Le pouvoir adjudicateur doit libérer la garantie dans son intégralité après l'approbation définitive du service, comme le prévoit le contrat.

Les retenues de garantie couvrent la totalité de la fourniture du service conformément au contrat, notamment durant le délai de responsabilité et jusqu'à son approbation définitive par le pouvoir adjudicateur. La retenue de garantie ne doit pas dépasser 10 % du prix total du contrat. Le pouvoir adjudicateur doit libérer la garantie après l'expiration du délai de responsabilité comme le prévoit le contrat.

Le pouvoir adjudicateur ne peut demander une retenue de garantie pour un contrat lorsqu'il a demandé une garantie de bonne fin.

II.21.6. Paiements intermédiaires et paiement du solde

Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit présenter une facture pour demander le paiement intermédiaire, comme le prévoit l'article I.5 ou le cahier des charges.

Le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) doit présenter une facture pour demander le paiement du solde dans les 60 jours suivant la fin de la période de fourniture des services, comme le prévoit l'article I.5 ou le cahier des charges.

Le paiement de la facture et l'approbation des documents n'emportent reconnaissance ni de leur régularité, ni du caractère authentique, complet ou exact des déclarations et informations qui y sont contenues.

Le paiement du solde peut prendre la forme d'un recouvrement.

II.21.7. Suspension du délai de paiement

Le pouvoir adjudicateur peut suspendre à tout moment les délais de paiement visés à l'article I.5 en *notifiant* au contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) que sa facture ne peut être traitée. Les motifs que le pouvoir adjudicateur peut invoquer pour justifier son incapacité à traiter une facture sont les suivants:

- a) la facture n'est pas conforme aux dispositions du contrat;
- b) le contractant n'a pas produit les documents ou éléments livrables appropriés; ou
- c) le pouvoir adjudicateur a des observations à formuler sur les documents ou éléments livrables présentés avec la facture.

Le pouvoir adjudicateur doit *notifier* une telle suspension au contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) dès que possible, en la motivant. Dans les cas b) et c) susmentionnés, le pouvoir adjudicateur notifie au contractant (ou au chef de file dans le cas d'une offre conjointe) les

délais pour présenter des informations supplémentaires, des corrections ou une nouvelle version des documents ou des éléments livrables à la demande du pouvoir adjudicateur.

La suspension prend effet à la date d'envoi de la *notification* par le pouvoir adjudicateur. Le délai de paiement restant reprend à compter de la date de réception des informations demandées ou des documents révisés ou de la réalisation des vérifications complémentaires requises, notamment des contrôles sur place. Si la période de suspension est supérieure à deux mois, le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) peut demander au pouvoir adjudicateur de motiver le maintien de la suspension.

Lorsque les délais de paiement ont été suspendus à la suite du refus d'un document visé au premier alinéa du présent article et que le nouveau document produit est également refusé, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le contrat conformément à l'article II.18.1, point c).

II.21.8. Intérêts de retard

À l'expiration des délais de paiement visés à l'article I.5, le contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) est en droit d'obtenir des intérêts de retard au taux appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement en euros (taux de référence), majoré de huit points. Le taux de référence est le taux en vigueur le premier jour du mois au cours duquel le délai de paiement prend fin, tel que publié au *Journal officiel de l'Union européenne*, série C.

La suspension du délai de paiement conformément à l'article II.21.7 ne peut être considérée comme donnant lieu à un retard de paiement.

Les intérêts de retard portent sur la période comprise entre le jour qui suit la date d'exigibilité du paiement et, au plus tard, la date du paiement telle que définie à l'article II.21.1.

Toutefois, lorsque les intérêts calculés sont d'un montant inférieur ou égal à 200 EUR, ils ne sont versés au contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe) que sur demande présentée dans les deux mois qui suivent la réception du paiement tardif.

II.22. REMBOURSEMENTS

II.22.1 Si les conditions particulières ou le cahier des charges le prévoient, le pouvoir adjudicateur doit rembourser les frais qui sont directement liés à la fourniture des services, soit sur présentation de pièces justificatives par le contractant, soit sur la base de taux forfaitaires.

II.22.2 Le pouvoir adjudicateur rembourse les frais de voyage et de séjour sur la base de l'itinéraire le plus court et du nombre minimal de nuitées nécessaires au lieu de destination.

II.22.3 Le pouvoir adjudicateur rembourse les frais de voyage comme suit:

- a) voyages aériens: jusqu'à concurrence du prix maximum d'un billet en classe économique au moment de la réservation;
- b) voyages par bateau ou par chemin de fer: jusqu'à concurrence du prix maximum d'un billet de première classe;
- c) voyages en voiture: au prix d'un seul billet de train en première classe pour le même parcours et dans la même journée.

En outre, le pouvoir adjudicateur rembourse les déplacements en dehors du territoire de l'Union s'il a donné son autorisation écrite au préalable.

II.22.4 Le pouvoir adjudicateur rembourse les frais de séjour sur la base d'une indemnité journalière, comme suit:

- a) pour les déplacements aller-retour inférieurs à 200 km, aucune indemnité journalière n'est versée;
- b) l'indemnité journalière n'est due qu'après réception de pièces justificatives prouvant la présence de la personne concernée au lieu de destination;
- c) l'indemnité journalière couvre forfaitairement la totalité des frais de séjour, y compris les repas, les transports locaux, qui comprennent les déplacements à destination et au départ des aéroports ou des gares, les assurances et les menues dépenses;
- d) l'indemnité journalière est versée aux taux forfaitaires stipulés à l'article I.4.3;
- e) les frais d'hébergement sont remboursés à la réception des documents justificatifs des nuitées nécessaires au lieu de destination, jusqu'à concurrence des plafonds forfaitaires stipulés à l'article I.4.3.

II.22.5 Le pouvoir adjudicateur rembourse le coût du transport des équipements ou des bagages non accompagnés s'il a donné son autorisation écrite au préalable.

II.23. RECOUVREMENT

II.23.1 Si un montant doit faire l'objet d'un recouvrement aux termes du contrat, le contractant doit reverser ledit montant au pouvoir adjudicateur.

II.23.1. Procédure de recouvrement

Avant de procéder au recouvrement, le pouvoir adjudicateur doit *notifier formellement* au contractant son intention de recouvrer le montant concerné, en précisant le montant dû et les motifs du recouvrement et en invitant le contractant à faire part de ses observations dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification.

Si aucune observation n'a été présentée ou si, malgré les observations présentées, le pouvoir adjudicateur décide de poursuivre la procédure de recouvrement, il doit confirmer ce recouvrement en *notifiant formellement* une note de débit au contractant, précisant la date de paiement. Le contractant doit payer le montant conformément aux dispositions de la note de débit.

Si le contractant n'a toujours pas effectué le paiement à la date d'échéance, le pouvoir adjudicateur peut, après en avoir informé le contractant par écrit, recouvrer les montants dus:

- a) par compensation avec des sommes dues au contractant par le pouvoir adjudicateur;
- b) par mobilisation de la garantie financière si le contractant a remis une telle garantie au pouvoir adjudicateur;
- c) par une action en justice.

II.23.2. Intérêts de retard

Si le contractant n'honore pas l'obligation d'acquitter le montant dû à la date d'échéance fixée par le pouvoir adjudicateur dans la note de débit, la somme due est majorée d'intérêts au taux indiqué à l'article II.21.8. Les intérêts de retard porteront sur la période comprise entre le jour qui suit la date d'exigibilité du paiement et la date à laquelle le pouvoir adjudicateur obtient le paiement intégral de la somme due.

Tout paiement partiel s'impute d'abord sur les frais et intérêts de retard et ensuite sur le principal.

II.23.3. Règles en matière de recouvrement dans le cas d'une offre conjointe

Si le contrat est signé par un groupement (offre conjointe), ce groupement est conjointement et solidairement responsable en vertu des conditions énoncées à l'article II.6 (responsabilité). Le pouvoir adjudicateur envoie la note de débit d'abord au chef de file.

Si le chef de file n'a toujours pas effectué l'intégralité du paiement à la date d'échéance et si le montant dû ne peut être compensé ou ne peut être compensé que partiellement conformément à l'article II.23.2, point a), le pouvoir adjudicateur peut réclamer le montant restant dû à un ou plusieurs autres membres du groupement en leur *notifiant* à chacun une note de débit conformément aux dispositions de l'article II.23.2.

II.24. CONTROLES ET AUDITS

II.24.1 La Commission européenne et l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) peuvent procéder à un contrôle ou exiger un audit de l'*exécution du contrat*. Ces contrôles et audits peuvent être effectués par le personnel de l'OLAF ou par tout organisme externe mandaté par ce dernier à cet effet.

Ces contrôles et audits peuvent être lancés à tout moment durant l'*exécution du contrat* et jusqu'à cinq ans à compter du paiement du solde.

La procédure d'audit commence à la date de réception de la lettre correspondante envoyée par le pouvoir adjudicateur. Les audits se déroulent en toute confidentialité.

II.24.2 Le contractant doit conserver l'ensemble des documents originaux sur tout support approprié, y compris sur support numérique lorsque celui-ci est autorisé par la législation nationale, pendant une période de cinq ans à compter de la date de paiement du solde.

II.24.3 Le contractant doit accorder au personnel de la Commission européenne et aux *personnes* extérieures mandatées par cette dernière un droit d'accès approprié aux sites et aux locaux où le contrat est exécuté, ainsi qu'à toutes les informations nécessaires, y compris sous format électronique, pour mener à bien ces contrôles et audits. Le contractant doit veiller à la disponibilité immédiate des informations au moment du contrôle ou de l'audit et, en cas de demande en ce sens, à leur transmission sous une forme appropriée.

II.24.4 Sur la base des constatations faites lors de l'audit, un rapport provisoire est établi. La Commission européenne ou son mandataire doit l'envoyer au contractant, qui dispose de 30 jours à compter de la date de réception pour formuler des observations. Le contractant doit recevoir le rapport final dans un délai de 60 jours à compter de l'expiration du délai de présentation des observations.

Sur la base des constatations finales issues de l'audit, la Commission européenne peut procéder au recouvrement total ou partiel des paiements effectués conformément à l'article II.23 et prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.

II.24.5 En vertu du règlement (Euratom, CE) n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 relatif aux contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission pour la protection des intérêts financiers des Communautés européennes contre les *fraudes* et autres *irrégularités* et du règlement (UE, Euratom) n° 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF), l'OLAF peut effectuer des enquêtes, y compris des contrôles et des vérifications sur place, afin d'établir s'il y a eu *fraude*, corruption ou autre activité illégale dans le cadre du

contrat portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union. Les constatations qui ressortent d'une enquête peuvent entraîner des poursuites judiciaires au titre de la législation nationale. Les enquêtes peuvent être réalisées à tout moment durant la fourniture des services et jusqu'à cinq ans à compter du paiement du solde.

II.24.6 La Cour des comptes et le Parquet européen institué par le règlement (UE) 2017/1939 du Conseil⁴ disposent des mêmes droits, notamment du droit d'accès, que le pouvoir adjudicateur en ce qui concerne les contrôles, audits et enquêtes.

DRAFT

⁴ Règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen.

III ANNEXES

DRAFT

ANNEXE I – Convention de traitement des données personnelles

Le Secrétaire Général du Bureau du Secrétaire général des Ecoles européennes (le 'BSGEE') (ci-après, le 'responsable du traitement' du BSGEE) en ce qui concerne le traitement des données personnelles du BSGEE, et le Directeur des Ecoles européennes de *Bruxelles I, Bruxelles II, Bruxelles III, Bruxelles IV et Mol* (ci-après, les 'Ecoles') en ce qui concerne le traitement des données personnelles des écoles (ci-après tous collectivement le « responsable du traitement »),

D'une part,

ET

[Dénomination officielle complète]

[Forme juridique officielle]

[Numéro d'enregistrement légal ou numéro de carte d'identité ou de passeport]

[Adresse officielle complète]

[N° du registre de la TVA]

(ci-après, le « sous-traitant »)

D'autre part,

I. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant s'engage à effectuer pour le compte du responsable du traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après, le « Règlement Général sur la Protection des Données »).

Les termes tels que "traitement", "données personnelles", "responsable du traitement" et "sous-traitant" ont la signification qui leur est attribuée par l'article 4 du Règlement Général sur la Protection des Données.

En cas de conflit entre la présente convention et tout autre accord en vigueur entre les parties, les termes de la présente convention prévalent.

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le responsable du traitement des données détermine la portée, les objectifs et la manière dont les données personnelles peuvent être traitées par le sous-traitant.

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable du traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : Exclusivement la mise en œuvre du contrat BSGEE-2024-002-Gardiennage des prestations de gardiennage, de surveillance, de contrôles d'accès et d'autres services y afférents dans les locaux des Ecoles européennes de Belgique conformément à l'article I.2 du présent contrat.

La nature des opérations réalisées sur les données est [...].

La ou les finalité(s) du traitement sont [...].

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable du traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes [...]:

- Les données à caractère personnel traitées sont [...].
- Les catégories de personnes concernées sont [...].

III. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet de la sous-traitance,
- Traiter les données conformément aux instructions du responsable du traitement figurant (...) du présent contrat,
- Informer immédiatement le responsable du traitement s'il considère qu'une instruction constitue une violation du Règlement Général sur la Protection des Données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données,
- Informer le responsable du traitement si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel,
 - Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Le sous-traitant ne peut faire appel à un autre sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques sans l'autorisation écrite préalable du responsable du traitement.

En cas d'autorisation, le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable du traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du Règlement Général sur la Protection des Données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable du traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

IV. Localisation et accès aux données personnelles

La localisation des données à caractère personnel traitées par le sous-traitant et l'accès à ces données doivent répondre aux exigences suivantes :

- Les données à caractère personnel doivent être traitées exclusivement sur le territoire de l'Union européenne et de l'Espace économique européen et ne quitteront pas ce territoire ;
- Les données doivent être conservées exclusivement dans des centres de données situés sur le territoire de l'Union européenne et de l'Espace économique européen ;
- Aucun accès n'est accordé à ces données en dehors de l'Union européenne et de l'Espace Economique Européen ;
- Le contractant n'est pas autorisé à modifier le lieu du traitement des données sans l'autorisation écrite préalable du pouvoir adjudicateur ;

V. Droits des personnes concernées

- Obligations du responsable du traitement vis-à-vis du sous-traitant :

Le sous-traitant ou toute autre personne dont les données à caractère personnel sont traitées par le responsable du traitement des données dans le cadre du présent CC possède des droits spécifiques en tant que personne concernée en vertu du Règlement (UE) 2016/679, et notamment le droit d'accéder à ses données à caractère personnel, de les rectifier ou de les supprimer, le droit de limiter le traitement de ces données ou, le cas échéant, de s'y opposer ou le droit à la portabilité des données.

Pour toute question concernant le traitement de ses données à caractère personnel, le contractant ou toute autre personne dont les données à caractère personnel sont traitées dans le cadre du présent CC s'adresse au responsable du traitement des données. Il lui est également possible de s'adresser au délégué à la protection des données relevant du responsable du traitement des données. Les personnes concernées ont le droit d'introduire à tout moment une réclamation auprès de l'Autorité belge de protection des données personnelles.

Des renseignements détaillés concernant le traitement des données à caractère personnel peuvent être demandés au responsable du traitement des données.

- Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Le sous-traitant aide le responsable du traitement à satisfaire à l'obligation qui lui incombe de donner suite aux demandes d'exercer leurs droits émanant de personnes dont les données à caractère personnel sont traitées dans le cadre du présent CC, comme prévu au Règlement (UE) 2016/679. Le sous-traitant doit informer sans délai le responsable du traitement de ces demandes.

VI. Notification des violations de données à caractère personnel

Dans les meilleurs délais, et au plus tard dans les 48 heures après en avoir eu connaissance, le sous-traitant notifie au responsable du traitement les violations de données à caractère personnel. Dans ce cas, le sous-traitant communique au moins les informations suivantes au responsable du traitement :

- a) La nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- b) Les conséquences probables de la violation ;
- c) Les mesures prises ou proposées pour remédier à la violation, y compris, s'il y a lieu, les mesures destinées à en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable du traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable du traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

Le sous-traitant aide le responsable du traitement à satisfaire aux obligations qui lui incombent en vertu des articles 31 à 39 du Règlement (UE) 2016/679, à savoir :

- a) Garantir le respect de ses obligations en matière de protection des données en ce qui concerne la sécurité du traitement et la confidentialité des données personnelles ;
- b) Notifier à l'Autorité belge de protection des données toute violation de données à caractère personnel ;
- c) Effectuer des analyses d'impact relatives à la protection des données et des consultations préalables si cela s'avère nécessaire.

VII. Mesures de sécurité

Le sous-traitant doit adopter des mesures de sécurité d'ordre technique et organisationnel appropriées, eu égard aux risques inhérents au traitement et à la nature, à la portée, au contexte et aux finalités du traitement, offrant notamment, selon les besoins :

- (a) La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- (b) Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- (c) Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- (d) Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- (e) Des mesures visant à protéger les données à caractère personnel contre la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données, d'origine accidentelle ou illicite.

VIII. Conservation des données

La durée du traitement des données à caractère personnel par le sous-traitant n'excédera pas la période indiquée [...].

À l'issue de cette période, le contractant doit, selon le choix du responsable du traitement, restituer dans les meilleurs délais et dans un format arrêté d'un commun accord toutes les données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement, ainsi que les copies de ces données, ou détruire de manière effective toutes les données à caractère personnel à moins que le droit de l'Union ou le droit national n'exige de les conserver plus longtemps.

IX. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant tient un registre contenant toutes les opérations de traitement de données effectuées pour le compte du responsable du traitement, les transferts de données à caractère personnel, les violations de la sécurité, les suites données aux demandes soumises par des personnes dont les données à caractère personnel ont été traitées en vue d'exercer leurs droits et les demandes d'accès aux données à caractère personnel par des tiers.

X. Divulgence de données par le sous-traitant en vertu d'une obligation légale

Le sous-traitant informe sans délai le responsable du traitement de toute demande juridiquement contraignante de divulgation des données à caractère personnel traitées pour le compte du responsable du traitement qui lui est adressée par une autorité publique nationale, y compris une autorité d'un pays tiers.

Le sous-traitant n'est pas autorisé à accorder cet accès sans l'autorisation écrite préalable du responsable du traitement.

XI. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

DRAFT

Annexe II - Cahier des Charges

DRAFT

Annexe III - Offre du contractant

DRAFT

Annexe IV CONTRAT SPÉCIFIQUE

Référence ° [compléter]

mettant en application le contrat-cadre n° [compléter]

1. 1. [Nom de l'école] [(« Abbréviation »)] [Le Bureau du Secrétaire général du Conseil supérieur des Ecoles européennes] (ci-après «de pouvoir adjudicateur [principal]») [et les pouvoirs adjudicateurs suivants [ajouter la liste correspondante] (ci-après collectivement «de pouvoir adjudicateur»)], ayant son adresse principale à [Adresse officielle complète] [Rue de la Science, 23 à 1040 Bruxelles], représenté(e)(s) en vue de la signature du présent contrat-cadre par son ordonnateur [prénom, nom, fonction, service de l'ordonnateur],

Et

2. [Dénomination officielle complète]

[Forme juridique officielle]

[Numéro d'enregistrement légal ou numéro de carte d'identité ou de passeport]

[Adresse officielle complète]

[N° du registre de la TVA]

[désigné(e) comme chef de file du groupement par les membres du groupement qui a présenté l'offre conjointe]

[reproduire ces données pour chaque contractant en cas d'offre conjointe et poursuivre la numérotation]

(ci-après [collectivement] «le contractant»), représenté(e)(s) en vue de la signature du présent contrat spécifique par [prénom, nom et fonction du représentant légal,]

SONT CONVENU(E)S

ARTICLE 1 OBJET

- 1.1 Le présent contrat spécifique met en œuvre le contrat-cadre (CC) réf. [compléter], [lot [compléter]], signé par les parties le [date].
- 1.2 Conformément aux dispositions énoncées dans le CC et dans le présent contrat spécifique et [son][ses][leur][leurs] annexe[s], qui en [fait][font] partie intégrante, le contractant doit livrer les [fournitures suivantes:] [fournitures précisées à l'annexe [compléter].]

ARTICLE 2 ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

- 2.1 Le présent contrat spécifique entre en vigueur [à la date de sa signature par la dernière partie] [le [date] si les deux parties l'ont déjà signé].
- 2.2 L'exécution des prestations commence [à la date d'entrée en vigueur du présent contrat spécifique] [le date].
- 2.3 L'exécution des prestations ne doit pas dépasser [compléter] [jours] [mois]. Les parties peuvent prolonger la durée au moyen d'un accord écrit avant que celle-ci ne soit écoulée et avant l'expiration du CC.

ARTICLE 3 PRIX

- 3.1 Le prix à verser au titre du présent contrat spécifique s'élève à [montant en chiffres et en lettres] EUR.
[Le montant maximal couvrant l'ensemble des services à fournir au titre du présent contrat spécifique, y compris le remboursement des frais et à l'exclusion de la révision des prix, s'élève à [montant en chiffres et en lettres] EUR.]
- Le contrat spécifique prend automatiquement fin si ce montant maximal est atteint, sans préavis ni indemnité, sauf si un avenant a été préalablement signé par les deux parties.
- 3.2 En Belgique, l'utilisation du présent contrat vaut présentation d'une demande d'exemption de la TVA n° 450, article 42, paragraphe 3, 4°, du code de la TVA (circulaire 2/1978), à condition que la facture porte la mention suivante: «Exonération de la TVA, article 42, paragraphe 3, 4°, du code de la TVA (circulaire 2/1978)» ou une mention équivalente en néerlandais ou en allemand.

ARTICLE 4 MODALITES DE COMMUNICATION

Aux fins du présent contrat spécifique, les communications doivent être envoyées aux adresses suivantes:

Pouvoir adjudicateur:

Pouvoir adjudicateur:

[Nom complet]

[Fonction]

[Nom de l'école/BSGEE]

[Adresse officielle complète]

Adresse électronique: [boîte fonctionnelle]

Contractant (ou chef de file dans le cas d'une offre conjointe):

[Nom complet]

[Fonction]

[Dénomination sociale]

[Adresse officielle complète]

Adresse électronique: [compléter]

Annexes

- annexe]

Offre spécifique du contractant du [date]

Signatures:

Pour le contractant,

[dénomination sociale/prénom/nom/fonction]

signature:

Fait à [lien], le [date]

Pour le pouvoir adjudicateur,

[prénom/nom/fonction]

signature:

Fait à [lien], le [date]

en deux exemplaires en français.



Bon de commande

N°

Ecole Européenne de / BSGEE	(Nom et adresse du contractant)				
Pers. / service gestionnaire:	N° de commande :				
Tél.:	Monnaie :				
E-mail:	Offre (date et référence):				
La présente commande est régie par le contrat-cadre n° _____ en vigueur du _____ au _____					
Article	Description	Quantité	Unité	PRIX en EUR	
				Unitaire	Net
- - - -					
A mentionner sur votre facture : « Exemption de la TVA. Art.42, §3, alinéa 1 ^{er} , 4° du Code de la TVA. » Décision ministérielle ET 121.600/A29/L92 du 19/12/2017 »		Emballage :			
Compte bancaire du vendeur :		Assurance :			
		Transport :			
		Montage :			
		TVA :			
		TOTAL:			
Lieu de livraison ou d'exécution et/ou Incoterm:			Signature du contractant		
Date finale de livraison ou d'exécution:			Nom :		
Modalités de paiement:			Fonction :		
Garantie :			Date :		
Date d'émission:					
Signature [nom et fonction] :					
La facture ne sera acquittée que si le contractant a renvoyé le bon de commande signé.					